



UvA-DARE (Digital Academic Repository)

Le mythe du filet de sécurité mondial

Breman, J.

DOI

[10.4000/revueagone.1106](https://doi.org/10.4000/revueagone.1106)

Publication date

2012

Document Version

Final published version

Published in

Agone

[Link to publication](#)

Citation for published version (APA):

Breman, J. (2012). Le mythe du filet de sécurité mondial. *Agone*, 49, 135-143.
<https://doi.org/10.4000/revueagone.1106>

General rights

It is not permitted to download or to forward/distribute the text or part of it without the consent of the author(s) and/or copyright holder(s), other than for strictly personal, individual use, unless the work is under an open content license (like Creative Commons).

Disclaimer/Complaints regulations

If you believe that digital publication of certain material infringes any of your rights or (privacy) interests, please let the Library know, stating your reasons. In case of a legitimate complaint, the Library will make the material inaccessible and/or remove it from the website. Please Ask the Library: <https://uba.uva.nl/en/contact>, or a letter to: Library of the University of Amsterdam, Secretariat, Singel 425, 1012 WP Amsterdam, The Netherlands. You will be contacted as soon as possible.

revue Agone

Histoire, Politique & Sociologie

Numéros

49 | 2012

Crise financière globale ou triomphe du capitalisme?

Le mythe du filet de sécurité mondial

JAN BREMAN

Traduction par Célia Izoard

p. 135-143

Résumé

En rendant compte de la récession économique, les médias se sont surtout penchés sur les effets de la crise sur les pays riches, sans beaucoup se soucier des nombreuses populations qui vivent dans ce qu'on avait coutume d'appeler le tiers-monde. Selon les analyses actuellement en vogue, le fléchissement de ces « économies émergentes » pourrait s'avérer moins grave que prévu. Pourtant, cette perspective, qui se contente d'analyser les répercussions de la crise sur les pays dans leur ensemble, masque l'hétérogénéité de son impact en fonction des classes sociales. En tenant compte de la distribution des revenus, on s'aperçoit que le ralentissement mondial touche de façon disproportionnée les secteurs les plus vulnérables : les immenses cohortes de travailleurs sous-payés, sous-éduqués et privés de ressources qui constituent les strates inférieures surpeuplées de l'économie mondiale.fr

Notes de la rédaction

Texte original « Myth of the Global Safety Net », *NLR* II-59, septembre-octobre 2009.

Texte intégral

- ¹ EN RENDANT COMPTE de la récession économique, les médias se sont surtout penchés sur les effets de la crise sur les pays riches, sans beaucoup se soucier des nombreuses populations qui vivent dans ce qu'on avait coutume d'appeler le tiers-monde. Selon les analyses actuellement en vogue, le fléchissement de ces « économies émergentes » pourrait s'avérer moins grave que prévu. Les taux de croissance élevés de la Chine et de l'Inde ont été ébranlés, mais l'effondrement attendu ne s'est pas matérialisé. Pourtant, cette perspective, qui se contente d'analyser les répercussions de la crise sur les pays dans leur ensemble, masque l'hétérogénéité de son impact en fonction des classes sociales. En tenant compte de la distribution des revenus, et non plus seulement des calculs macro-économiques du PIB, on s'aperçoit que le ralentissement mondial touche de façon disproportionnée les secteurs les plus vulnérables : les immenses cohortes de travailleurs sous-payés,

sous-éduqués et privés de ressources qui constituent les strates inférieures surpeuplées de l'économie mondiale.

- 2 Si ces centaines de millions d'individus participent au processus de production, c'est en tant que main-d'œuvre informelle, caractérisée par une embauche aléatoire et fluctuante, des rémunérations à la pièce ; ils travaillent à domicile, dans des ateliers clandestins ou à l'extérieur pour leur propre compte, en l'absence de droit du travail, de contrats ou d'organisation collective. Fait inattendu et encore mal compris, ce type de travail occupe désormais une place prédominante sur le marché du travail mondial. Le Bureau international du travail (BIT) estime que les travailleurs informels constituent plus de la moitié de la main-d'œuvre en l'Amérique latine, plus de 70 % en Afrique sub-saharienne et plus de 80 % en Inde – un rapport du gouvernement indien l'évaluant même à plus de 90 %¹. Coupés de leurs ancrages sociaux antérieurs, la majorité de ces travailleurs se retrouvent coincés dans les gigantesques bidonvilles qui ceignent les villes des pays du Sud.
- 3 Récemment pourtant, on s'est plu à dépeindre sous un jour bien plus rose la vie des prostituées du Caire, des vendeurs de tortillas de Mexico, des conducteurs de rickshaw de Calcutta ou des ramasseurs de déchets de Djakarta. Selon le *Wall Street Journal*, le secteur informel constituerait « un des derniers refuges à la détérioration du climat financier » et « un filet de sauvetage salutaire à l'heure où la crise économique se généralise² ». Grâce à ces emplois, aurait déclaré Simon Johnson, ancien économiste en chef du Fonds monétaire international, « la situation des pays les plus pauvres n'est pas aussi critique qu'on pourrait l'imaginer ». Selon cette perspective, un admirable souffle d'inventivité permettrait aux individus de survivre dans les circuits souterrains de l'économie, sans s'encombrer de la fiscalité et des prestations sociales propres au « secteur formel ». Ces travailleurs dégourdis réussiraient à se débrouiller sans l'aide coûteuse des provisions sociales et de l'assurance-chômage. William Maloney, économiste à la Banque mondiale, affirmait au *Wall Street Journal* que le secteur informel « absorbera une grande quantité de personnes et leur offrira une source de revenus » au cours de l'année qui vient.
- 4 Le *Wall Street Journal* s'appuie sur l'exemple d'Ahmedabad, ancienne cité ouvrière de l'État indien du Gujarat où j'ai effectué un travail de terrain dans les années 1990. Au marché Manek Chowk – « une rangée d'étals vétustes » où les « vendeurs de rue proposent toutes sortes de produits, des haricots aux marmites de cuivre, pendant que les singes s'ébattent au-dessus de leurs têtes » – Surajben « Babubhai » Patni vend des tomates, du maïs et des noix sous un stand de fortune : « Elle gagne 250 roupies par jour, soit cinq dollars, mais c'est suffisant pour nourrir les neuf personnes du foyer, y compris son fils qui vient de perdre son emploi de polisseur de diamants. » Suffisant ? Cinq dollars pour neuf personnes, c'est moins de la moitié du montant fixé par la Banque mondiale comme seuil d'extrême pauvreté : un dollar par jour et par tête. Les familles sans terre des villages du sud d'Ahmedabad doivent se contenter d'une somme encore plus faible – les jours où il y a du travail³.
- 5 Dans le courant de l'année, je suis retourné dans le secteur des anciennes usines de la ville pour voir comment ses habitants étaient affectés par la crise économique. Dès l'année 2000, ces anciens quartiers ouvriers s'étaient déjà considérablement paupérisés. Mais la situation s'est encore beaucoup dégradée entre-temps. Ainsi, les ramasseuses de déchets – un travail de femmes, comme le veut la coutume – gagnent aujourd'hui la moitié de ce qu'elles percevaient auparavant pour récolter des déchets de papier, tissu et plastique sur les décharges pendant leurs tournées quotidiennes. Pour combler la différence, elles commencent maintenant le travail à trois heures du matin au lieu de cinq et utilisent leurs enfants comme supplément de main-d'œuvre. Selon la SEWA, l'association de la ville qui rassemble les travailleuses indépendantes du secteur informel, « les revenus et le nombre de journées travaillées ont baissé, les prix sont en berne et les moyens de subsistance ont disparu »⁴. Dans son dernier

bulletin d'information figure le tableau suivant, qui témoigne de l'effondrement du prix d'achat des « produits » collectés dans les décharges :

Montants touchés par les ramasseurs de déchets d'Ahmedabad

Type de déchets	Prix en roupies/kg		Variation
	Avril 2008	Janvier 2009	
Débris d'acier	6	3	- 50 %
Feuilles d'acier	10	5	- 50 %
Sacs plastique	8	5	- 37,5 %
Journaux	8	4	- 50 %
Plastique dur	15	7	- 53 %
Plastique mou	10	4	- 60 %
Os	4	2	- 50 %
Cheveux	1 000	300	- 70 %

(Source : Bulletin d'information du SEWA, 15 mai 2009, n° 18.)

- 6 Une militante du SEWA vivant à Ahmedabad raconte la détresse des membres de l'association rencontrés lors de ses visites. Une femme, Ranjanben Ashokbhai Parmar, a fondu en larmes : « Pourquoi cette crise ? Qui l'a envoyée ? » « Je suis restée sans voix, poursuit la militante. Elle se trouve dans une situation catastrophique, son mari est malade, elle a cinq enfants, vit en location, doit payer les dépenses de santé de son mari et est la seule personne du foyer à gagner de l'argent : comment peut-elle joindre les deux bouts ? Pour aller ramasser les déchets, elle emmène sa petite fille tandis que le mari reste à la maison pour fabriquer des cuillers à glace en bois dont elle ne tire que dix roupies par jour. »
- 7 Dans la ville industrielle de Surat, à deux cents kilomètres au sud d'Ahmedabad, la moitié des travailleurs informels des ateliers de diamants ont brusquement été mis à la porte fin 2008 suite à l'effondrement de la demande mondiale de bijoux. Près de deux cent mille tailleurs et polisseurs de diamants se sont retrouvés sans emploi, tandis que les autres ont dû accepter une réduction drastique de leurs heures de travail et de la rémunération à la pièce. Une vague de suicides a frappé les travailleurs licenciés, qui – avec un revenu mensuel de près de 140 dollars seulement – étaient considérés, du fait de leurs qualifications et de leur rémunération, comme une aristocratie de l'économie informelle. Le Gujarat est loin d'être le seul État à avoir été frappé de plein fouet par la récession : ces tristes constats concernent la plupart des régions de l'Inde, l'Afrique et une bonne partie de l'Amérique latine. Face à une telle misère, il est impossible de faire écho à l'optimisme de la Banque mondiale et du *Wall Street Journal* quant aux capacités d'absorption du secteur. Pour tempérer leur enthousiasme envers l'« inventivité » de ceux qui tentent de survivre dans de telles conditions, rappelons que vivre dans l'urgence permanente sape les capacités d'adaptation et érode la faculté d'endurer. Laisser entendre que ces travailleurs constituent une nouvelle classe « dynamique » d'entrepreneurs indépendants, prêts à se battre pour arriver au sommet de l'échelle, est aussi fallacieux que de dépendre les enfants des *chawls* de Bombay comme des millionnaires en devenir ⁵.

La campagne, un dernier recours

- 8 La deuxième option que les médias occidentaux s'évertuent en ce moment à

présenter comme un « matelas de protection contre les temps difficiles » est le retour à la terre. Ainsi, un représentant de la Banque asiatique de développement officiant en Thaïlande déclarait récemment à l'*International Herald Tribune* que « la possibilité de retourner dans son village traditionnel à la campagne constitue une sorte de "filet social de sécurité" ». Cette croyance complaisante suppose que les émigrés des campagnes privés d'emploi en ville peuvent retourner en grand nombre dans les fermes familiales pour retrouver une activité dans le secteur agricole en attendant que la reprise de l'économie ne les rappelle à leurs travaux urbains. L'*International Herald Tribune* évoque un arrière-pays paradisiaque au nord-est de la Thaïlande : même pendant la saison sèche, « les cultures annuelles procurant d'excellentes récoltes avec peu d'eau de pluie ne manquent pas : gourde, haricot, noix de coco, banane, etc. Les paysans élèvent des poules et des vaches, creusent des bassins à poissons derrière leurs maisons [...] autant de formes d'autosubsistance que le roi de Thaïlande, Bhumibol Adulyadej, encourage depuis longtemps ». ⁶

9 Des idées semblables avaient déjà circulé au moment de la crise financière asiatique de 1997. À l'époque, les consultants de la Banque mondiale considéraient que l'agriculture pouvait faire office de réservoir de captation pour la main-d'œuvre licenciée dans d'autres secteurs, en présupposant que les cohortes de migrants qui vont et viennent entre les campagnes et les centres urbains n'avaient jamais abandonné leur activité initiale. On voulait continuer à croire que les pays de l'Asie du Sud-Est restaient des sociétés essentiellement paysannes. Ces travailleurs de la terre pouvaient aller chercher en ville un salaire supplémentaire pour couvrir leurs dépenses en numéraire, ils réintégreraient de toute façon facilement l'économie paysanne s'ils perdaient leur emploi. C'était loin d'être le cas, comme je l'ai écrit alors ⁷.

10 Quand je suis retourné cet été à Java, sur les lieux de mon enquête de terrain, on m'a parlé d'hommes et de femmes qui, récemment revenus au village après la perte de leur emploi dans le secteur informel, ne trouvent pas non plus de travail à la campagne. Évidemment : à la base, ils ont été expulsés de l'économie villageoise parce qu'ils n'avaient pas de terres ou d'autres formes de capital. Ils ne peuvent donc pas se rabattre sur une ferme familiale. Le départ des paysans sans terre ou pauvres en terres était déjà un exode, une stratégie d'adaptation. Maintenant que les membres de ce prolétariat rural sont devenus surnuméraires à Djakarta ou à Bangkok, ou, pour certains, qu'ils ont perdu leurs contrats à Taiwan ou en Corée, ils se retrouvent à la case départ, dans leur province d'origine, où l'absence de demande de main-d'œuvre est un mal chronique. Une tragédie comparable se déroule en Chine. Sur les 120 à 150 millions de migrants qui, au cours des vingt-cinq dernières années, ont quitté à pied les campagnes du centre pour les cités côtières en pleine expansion, des sources officielles estiment entre dix et quinze millions le nombre actuel de chômeurs. Les victimes de la nouvelle économie n'ont d'autre choix que de se « rapatrier » dans des campagnes profondément paupérisées.

11 L'économie villageoise asiatique n'est pas en mesure d'accueillir tous ceux qui n'ont pas de moyens de production ; pas plus que le secteur informel urbain n'est suffisamment souple pour absorber tous ceux qui voudraient s'y faire une place. À en croire les théories sur la mobilité intersectorielle élaborées par les décideurs, l'économie informelle est censée absorber le surplus de travailleurs évincés des emplois les mieux rémunérés, permettant à la main-d'œuvre licenciée de garder la tête au-dessus de l'eau en partageant tant bien que mal les revenus jusqu'à ce que la croissance reprenne. Je n'ai jamais trouvé le moindre élément confirmant la réalité de cette mobilité horizontale. Les vendeurs de rue ne deviennent pas des conducteurs de *becak* ⁸, des domestiques ou des ouvriers du bâtiment du jour au lendemain. Le marché du travail du secteur informel est particulièrement fragmenté ; quand on perd son emploi dans sa branche d'activité, on n'a pas d'autre choix que de rentrer « chez soi », étant donné qu'il est pratiquement impossible de vivre en ville sans

revenus. Mais l'économie rurale offrant si peu de débouchés, retourner vivre dans sa province d'origine n'a rien d'évident. Cependant, mes interlocuteurs ne considèrent pas la récession économique comme la source de tous leurs maux. Pour les exclus du monde entier, ce qui passe pour une crise conjoncturelle est en réalité une crise structurelle caractérisée par l'absence d'emplois pérennes et décents. L'immense armée de réserve qui occupe le niveau le plus bas de l'économie informelle est prisonnière d'un état de crise permanent qu'une remontée de l'indice du Dow Jones ne fera pas disparaître.

Nouvel ordre économique

- 12 La transformation qui a eu lieu en Europe occidentale au milieu du xix^e siècle, quand les paysans sans terre ou pauvres en terre ont migré vers les villes, est en train de se rejouer à une échelle véritablement mondiale. Mais la restructuration susceptible de créer un ordre industriel-urbain, tel qu'il a grandement amélioré la condition des anciens paysans dans l'hémisphère Nord, ne s'est pas matérialisée. Les paysans émigrés du Sud n'ont pas trouvé la stabilité d'un emploi et d'un logement à leur arrivée dans les villes. En essayant d'y survivre, ils se sont embourbés pour des générations dans la misère des bidonvilles, formant une grande masse de réservistes du travail informel.
- 13 Dans les années 1960 et 1970, les décideurs occidentaux envisageaient le secteur informel comme une salle d'attente, une zone de transit temporaire où les nouveaux venus faisaient leurs premiers pas dans le marché du travail urbain et en apprenaient les usages. Une fois familiarisés avec eux, ils étaient en meilleure position pour prétendre à de plus hauts salaires et à des conditions de travail plus respectables. En réalité, c'est plutôt l'inverse qui s'est produit, en grande partie du fait de l'avalanche de politiques axées sur le marché, du retrait de l'État en matière d'emploi et de l'affaiblissement décisif du syndicalisme. Les rares individus qui étaient parvenus à se frayer un chemin jusqu'au secteur formel furent accusés d'être une aristocratie du travail qui faisait valoir des privilèges égoïstes en matière de protection et de sécurité. Au même moment, la Banque mondiale et d'autres agences transnationales commençaient à encenser le travail informel comme moteur de la croissance économique. L'heure était à la flexibilité, c'est-à-dire au démantèlement de la sécurité de l'emploi et à la répression des négociations collectives. Le processus d'informalisation à l'œuvre depuis vingt ans a notamment porté un coup fatal à la grande industrie textile du Sud-Est asiatique. Dans la seule ville d'Ahmedabad, plus de 150 000 ouvriers d'usine ont été licenciés en une seule fois. Cela ne signifie pas pour autant la disparition de l'industrie textile locale. Le tissu est maintenant produit dans des ateliers de tissage mécanique par des ouvriers qui travaillent douze heures par jour au lieu de huit, pour des salaires au moins inférieurs de moitié à ce qu'ils touchaient à l'usine ; l'industrie de confection s'est transformée en un travail à domicile auquel tous les membres du foyer s'emploient nuit et jour. Le syndicat des travailleurs du coton a totalement disparu. Déchus de leur place dans la hiérarchie du travail, ces foyers vivent désormais dans une crise économique et sociale permanente.
- 14 Tout ceci n'a pas seulement permis d'abaisser au minimum le coût du travail à l'échelon le plus bas de l'économie mondiale ; la fragmentation sert aussi à maintenir ces innombrables travailleurs sous-employés isolés les uns des autres. Ils deviennent ainsi concurrents sur un marché du travail dans lequel l'offre de main-d'œuvre est désormais structurellement supérieure à la demande, et en fluctuation constante. Ils réagissent à ce déséquilibre en essayant de resserrer leurs liens autour de la famille, la région d'origine, la tribu, la caste ou la religion, autant d'identités primordiales qui excluent la possibilité d'une négociation collective sur la base du statut et de l'activité

du travailleur. Cette vulnérabilité est renforcée par un déracinement subi : ils sont chassés de leurs provinces, puis de nouveau expulsés vers les campagnes, errant indéfiniment à la recherche d'un travail et d'un toit.

15 L'émergence, dans l'hémisphère occidental, des prémices de l'État-providence à la fin du XIX^e siècle a été attribuée aux craintes de la bourgeoisie qu'une politique d'exclusion des couches sociales les plus basses ne finisse par déclencher un renversement de l'ordre établi⁹. Les possédants du monde actuel ne semblent pas effrayés par l'existence d'une *classe dangereuse*¹⁰ infiniment plus nombreuse. Leur appropriation d'une part toujours croissante des richesses est l'autre face de la tendance à l'informalisation, qui a occasionné un déséquilibre croissant entre capital et travail. Rien n'indique que cette tendance économique soit sur le point de prendre une autre direction. Les promesses des dirigeants internationaux sur la réduction de la pauvreté ne sont que des déclarations de façade ou des occasions de parader dans la presse. Pendant sa campagne, Obama s'est contenté de manifester de temps à autre un vague attachement au New Deal de Roosevelt. Depuis son élection, le projet d'une sécurité sociale à grande échelle a été rapidement vidé de son contenu. Face à la crise mondiale, on se contente d'organiser un transfert massif de richesses des plus pauvres vers les plus riches. Cette logique préfigure un retour à l'idée d'inégalité naturelle, telle qu'elle était formulée et appliquée au XIX^e siècle. D'après cette théorie, ce n'est pas la pauvreté qu'il faut éradiquer ; ce sont les pauvres eux-mêmes, qui n'ont pas la capacité de se tirer d'affaire tout seuls. Encombrés de toutes sortes de tares, ils constituent un reliquat inutile et un fardeau superflu. Comment se débarrasser de ces boulets ?

Notes

1 « Travail décent et économie informelle », BIT, Genève, 2002 ; *Report on the Conditions for Work and Promotions of Livelihoods in the Unorganised Sector*, Commission nationale des entreprises du secteur informel, gouvernement indien, New Delhi, 2008.

2 Patrick Barta, « The Rise of the Underground », *Wall Street Journal*, 14 mars 2009.

3 Jan Breman, *The Poverty Regime in Village India*, Oxford University Press, New Delhi, 2007.

4 Bulletin d'information de la Self-Employed Women's Association, *We the Self-Employed*, 15 mai 2009, n° 18. À ses débuts dans les années 1970, l'association SEWA rassemblait les travailleuses du secteur informel d'Ahmedabad ; elle a par la suite étendu ses activités à tout le pays et même au-delà.

5 Référence au film *Slumdog Millionaire* de Danny Boyle (2008), adapté du roman de Vikas Swarup, dont le protagoniste est un jeune issu des bidonvilles de Taha, en Inde, qui parvient grâce à son expérience à rafler la cagnotte d'un jeu télévisé. [ndt]

6 Thomas Fuller, « In South-East Asia, Unemployed Abandon Cities for their Villages », *International Herald Tribune*, 28 février 2009.

7 Lire Jan Breman et Gunawan Wiradi, *Good Times and Bad Times in Rural Java : Case Study of Socio-Economic Dynamics in Two Villages towards the End of the Twentieth Century*, KITLV Press, Leyde, 2002.

8 Les cyclo-pousse de Java. [nde]

9 Abram de Swaan, *Sous l'aile protectrice de l'État* (1988), PUF, 1995.

10 En français dans le texte. [ndt]

Pour citer cet article

Référence électronique

Jan Breman, « Le mythe du filet de sécurité mondial », *revue Agone*, 49 | 2012, [En ligne], mis en ligne le 22 octobre 2014. URL : <http://revueagone.revues.org/1106>. Consulté le 28 novembre 2014. DOI : 10.4000/revueagone.1106

Auteur

Jan Breman

Jan Breman est sociologue des pays asiatiques et enseigne à l'université d'Amsterdam. Il est l'auteur de *Outcast Labour in Asia*, Oxford University Press, 2010. En français, on peut lire « L'illusoire retour à la terre en Indonésie », *Le Monde diplomatique*, octobre 1998.

Droits d'auteur

© Editions Agone